

UN OBSTACLE IMPRÉVU

## Ces missiles Strelets que la Russie a vendu à la Syrie



Le général Sharon a fait part de ses inquiétudes, lors de sa conférence de presse du 15 février 2005, à propos de la vente de missiles russes à la Syrie. Israël, qui continue à occuper les fermes du Sud-Liban et le Golan syrien, craint que ces armes soient en partie destinées au mouvement de résistance Hezbollah, qu'il qualifie de « terroriste », et ne soient utilisées pour repousser Tshal. Selon Viktor Litovkine, analyste militaire de RIA-Novosti, ces armes ne modifieront pas l'équilibre des forces, mais c'est le retour de Moscou dans la région qui trouble les plans de Tel-Aviv et de Washington, au moment où ils font monter la tension contre Damas.

page 2

**L'UE doit parler d'une seule voix... atlantiste**

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

À l'occasion de la venue de George W. Bush en Europe, les cercles atlantistes se mobilisent pour donner des conseils au président états-unien. Lors de ce second mandat, Washington doit favoriser une construction européenne qui liera la politique étrangère européenne à celle de Washington. Pour cela, il est nécessaire de changer de ton, sans pour autant changer de politique internationale.

page 6

REPÈRE : 22 FÉVRIER 1942

### « Bambi », une histoire du XXe siècle

Écrite par l'auteur viennois Felix Salten, l'histoire pour enfants *Bambi* est brûlée par les nazis après leur prise de pouvoir en 1933. Non seulement son auteur est juif, mais en plus le thème du livre est considéré « pacifiste et amolissant pour les enfants ». Thomas Mann et ses enfants sont des fans du livre et c'est par ce biais que Walt Disney en entend parler aux USA. Le livre est traduit par Whittaker Chambers, qui sera accusé 20 ans plus tard d'être un agent communiste par le sénateur McCarthy... entre autres pour avoir traduit un ouvrage « pacifiste » tel que *Bambi*. Après quelques coupes et changements qui afadissent le scénario, sous la pression de la NRA, Disney sort enfin le film en février 1942, l'enfant Donnie Duggan prêtant sa voix à Bambi. 20 ans après, Duggan est grièvement blessé lors de l'Offensive du Têt, au Viêt-Nam en 1968. Vivant d'une faible pension, ce n'est qu'en 1995 qu'il touchera finalement des royalties sur le film portant sa voix. Il investit cet argent dans un fonds qui a misé sur la société ENRON. Ayant tout perdu dans la fraude de la société, Duggan vit aujourd'hui dans la pauvreté, au Texas. ■



### LE RETOUR DE LA CENSURE DANS LES UNIVERSITÉS ÉTATS-UNIENNES

Nouvel épisode de la chasse aux sorcières ouverte sur les campus états-uniens, après la dénonciation des professeurs pro-palestiniens par Campus Watch de Daniel Pipes, et la mise en place sur les campus d'un logiciel militaire de délation, voici le retour de la censure.

La campagne des Étudiants pour la liberté dans les universités (Students for Academic Freedom, ci-dessus leur logo) commence à porter ses fruits. Sous l'impulsion du journaliste David Horowitz, ancien trotskiste devenu éditeur de la revue néoconservatrice *FrontPage Magazine*, la Californie, le Colorado, la Géorgie, l'Indiana, l'Ohio, le Tennessee et, au niveau fédéral, la Chambre des représentants débattent de législations limitant les propos que les professeurs peuvent tenir dans les universités. Selon les parlementaires, « 80 % des universitaires sont des libéraux, ou des socialistes, ou encore des communistes encartés », ils « polluent l'enseignement » et « tentent d'endoctriner leurs étudiants ». ■

## Un obstacle imprévu

# Ces missiles Strelets que la Russie a vendu à la Syrie

**Le général Sharon a fait part de ses inquiétudes, lors de sa conférence de presse du 15 février 2005, à propos de la vente de missiles russes à la Syrie. Israël, qui continue à occuper les fermes du Sud-Liban et le Golan syrien, craint que ces armes soient en partie destinées au mouvement de résistance Hezbollah, qu'il qualifie de « terroriste », et ne soient utilisées pour repousser Tshal. Selon Viktor Litovkine, analyste militaire de RIA-Novosti, ces armes ne modifieront pas l'équilibre des forces, mais c'est le retour de Moscou dans la région qui trouble les plans de Tel-Aviv et de Washington, au moment où ils font monter la tension contre Damas.**



### Lire cet article en

 [Español](#)

 [English](#)

La vente de missiles de DCA russes à courte portée à la Syrie a envenimé les relations entre Moscou et Tel-Aviv. Le Premier ministre israélien Ariel Sharon a déclaré aux journalistes qu'il avait instamment demandé à Vladimir Poutine de ne pas vendre cette arme aux Syriens, mais que le président russe avait alors répondu que ce contrat serait exécuté. « Cela suscite notre inquiétude », a commenté le Premier ministre, en ajoutant que la Russie avait promis de veiller à ce que cette arme ne tombe pas entre les mains des terroristes.

De quelle arme s'agit-il ? Qu'est-ce qui inquiète tellement le gouvernement israélien ? Pourquoi le scandale autour des systèmes de DCA portables a-t-il éclaté précisément en ce moment ? Nous essayerons de répondre à ces questions.

Primo. Selon les communiqués du ministère russe de la Défense, Moscou envisage de vendre à Damas non pas un système de DCA portable Igla-S, qui peut être employé sur le champ de bataille par un seul soldat qui tire sur un avion ou un hélicoptère ennemi, ainsi que sur des missiles de croisière ou d'autres cibles aériennes en portant le tube lanceur sur l'épaule, mais un système de missile portable « Strelets ». Il y a une différence essentielle entre ces deux types d'arme dont le maniement repose sur les mêmes principes.



Système de missile portable « Igla-S ».

L'Igla-S, de même que son équivalent états-unien Stinger, est autonome. Comme nous l'avons déjà dit, ce missile peut être facilement porté (son poids est d'environ 15 kg) et manié par un seul homme ayant reçu une formation appropriée. Cette arme peut être utilisée de jour comme de nuit, par temps de pluie et de brouillard, même en cas d'interférences radioélectroniques et thermiques, dans les engagements de front et de poursuite. Bien entendu, si cette arme tombe entre les mains de terroristes, elle représentera une grave menace pour n'importe quel appareil volant à une altitude de 10 000 à 3 000 mètres et se

trouvant dans un rayon de 6 km.

Le Strelets est un système d'appareils de guidage et de modules de lancement basés, pour ainsi dire, sur plusieurs « faisceaux » d'Igla-S. Ces « faisceaux » renferment quatre à huit conteneurs de lancement d'Igla. Ils ont les mêmes caractéristiques tactiques et techniques que l'Igla-S, mais les conteneurs sont fixés sur une rampe installée dans une automobile, sur la tourelle d'un blindé, sur le pont d'une vedette de patrouille ou sur les volets d'un hélicoptère de combat. Autrement dit, pour lancer un missile Strelets, il faut avoir, au minimum, une plate-forme sur laquelle il pourra se mouvoir. Il est impossible de porter 80 à 120 kg (4 ou 8 missiles Igla dans un « faisceau », sans compter la rampe en acier).

Il y a une autre différence essentielle entre le Strelets et l'Igla-S. Si, sur le système de DCA portable, le système de pointage et de commande se trouve sur le tube de lancement d'où il est tiré, le dispositif de commande du Strelets se trouve à côté du dispositif de lancement auquel il est relié par des câbles électriques à effet d'écran, mais il peut se trouver dans la cabine d'une automobile, sur la tourelle d'un blindé, sur le poste de commande d'un hélicoptère et sur le pont d'un patrouilleur. Le conteneur de lancement du Strelets avec un missile, mais sans système de commande, ne représente aucune valeur pour personne, y compris le terroriste. Quelle est son utilité, s'il n'assure pas un tir de précision ?

Il est étrange de craindre que le Strelets tombe entre les mains de terroristes. Tel-Aviv a toujours affirmé avec fierté que les frontières d'Israël étaient étanches, que même une souris ne pourrait traverser ses barrages. Peut-on donc y transférer un système de missiles de DCA qu'il est impossible de cacher dans un sac à dos ou dans une malle ? Il est impossible de le transférer même dans un tunnel souterrain.

Quelle est la raison de cette inquiétude ? S'agit-il du fait que la Syrie, État souverain, membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies, n'étant pas l'objet de sanctions et d'avertissements, pourra **défendre son espace aérien contre les intrus** ? Est-ce qu'Israël ne reconnaît pas le droit souverain de Damas à l'indépendance et à la défense de son territoire ? S'il en est ainsi, il faut le dire franchement, au lieu de spéculer sur la détention éventuelle d'armes par les terroristes. Pour ne pas rencontrer de missile Igla, il suffit de ne pas s'aventurer dans l'espace aérien d'un pays souverain.

D'ailleurs, à en juger par une information de l'Institut d'études stratégiques de Londres publiée dans le recueil *The Military Balance*, la Syrie possède une DCA assez puissante et efficace basée sur les systèmes de missiles de DCA soviétiques et russes (sans parler des chasseurs). Ce sont les S-75



Système de missiles « Strelets » avant installation

« Dvina », les S-125 « Neva » et les S-200 « Angara » bien connus des experts, car ils ont été employés dans les actions lancées contre l'aviation américaine au Vietnam et contre l'aviation israélienne en Égypte. Damas en possède 650. Il dispose également de systèmes de missiles de DCA des troupes terrestres « Koub » et « Kvadrat » (connus en Occident sous le nom de SA-6), les missiles de DCA « Ossa-AK » (SA-8) (environ 50). Les militaires syriens sont également dotés de S-300. Le rayon d'action de ces systèmes de missiles est de 200 à 300 km pour une altitude d'environ 25 km. Bref, quelques Strelets n'ont pas une grande importance dans ce système de défense antiaérienne, ce qui est certainement évident pour les experts militaires de Tel-Aviv. Ces systèmes ne font que rafraîchir un peu le vieux matériel, mais ils n'influenceront nullement sur le rapport des forces militaires dans la région.

Pourquoi donc le scandale autour de ces fournitures à la Syrie a-t-il éclaté justement en ce moment ? La réponse n'est que trop évidente. Une rencontre entre le président américain George Bush et le président russe Vladimir Poutine aura lieu dans quelques jours à Bratislava. Bien que Washington et Moscou ne cessent d'affirmer que rien n'a changé, en principe, dans les rapports amicaux entre les deux présidents, certains voudraient compliquer au maximum ces rapports. Bien entendu, dans leurs propres intérêts.

Ils voudraient, au moins, évincer la Russie du marché proche-oriental des armements pour occuper sa place. Or, il lui « rapporte » environ 1,5 milliard de dollars par an. L'enjeu est important. Un autre objectif n'est pas non plus exclu, à savoir montrer aux États naïfs que toutes les décisions ayant trait à la situation dans cette région ne sont adoptées qu'à Tel-Aviv et à Washington, et

non pas à Moscou ou dans d'autres capitales, y compris européennes. Et encore moins aux Nations unies et au Conseil de sécurité de l'ONU, avec toutes les conséquences qui en découlent. Enfin, certains jugent utile de torpiller la signature, prévue dans la capitale de la Slovaquie, de l'accord sur le renforcement du contrôle des États-Unis et de la Russie sur les systèmes de missiles de DCA portables.

Les hommes politiques, même les diplomates, ne comprennent pas tous, loin s'en faut, la différence qui existe entre le système de DCA portable Igla et le système d'appareils de commande et de modules de lancement Strelets. D'aucuns espèrent probablement que les deux présidents n'auront pas le temps à Bratislava de débrouiller ces distinctions de principe. Pour certains, il est important de montrer que, même sans signer le document, la Russie l'enfreint déjà grossièrement. Hélas, ces procédés n'ont rien de nouveau. Espérons qu'ils s'avèreront inefficaces.

### **Viktor Litovkine**

*Commentateur militaire de l'Agence RIA Novosti*

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

#### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---

# L'UE doit parler d'une seule voix... atlantiste

## Analyse

Il est difficile de savoir exactement quel sera le vrai thème des rencontres que George W. Bush aura avec ses interlocuteurs européens lors de sa tournée en Europe. Dans son discours de Bruxelles, le président états-unien a mis en avant le thème de la réconciliation atlantiste, d'Israël et de la Palestine, des relations avec la Russie, de la Syrie ou de l'Iran sans qu'on puisse savoir si l'un de ces sujets sera privilégié lors des réunions.

En lisant la presse, il est en revanche possible d'avoir des indications sur ce que les États-Unis et les cercles atlantistes veulent que l'opinion retienne de cette rencontre.

Le *New York Times* publie huit textes de personnalités européennes à qui le journal a demandé ce que les Européens espéraient de la visite de George W. Bush. Ces textes, à l'exception d'un seul (qui s'avère être également le plus virulent contre l'administration Bush) ont été repris le lendemain dans *l'International Herald Tribune*.

Pour certains, cette tribune offre la possibilité de mettre en avant des questions précises de politiques internationales.

Ainsi, l'économiste keynésien, Robert Skidelsky exprime son désir de voir les États-Unis cesser de laisser flotter leur monnaie au gré de leurs intérêts propres. Le flottement continu du dollar pourrait entraîner une guerre des monnaies comme dans les années 30. Il demande au président Bush d'aborder le sujet avec ses homologues européens.

Le chanteur et militant Bono estime que les États-Unis et l'Europe doivent se réunir pour l'aide à l'Afrique. Avec le ton candide qui caractérise ses interventions politiques, il estime que les États-Unis sont sans doute pleins de bonnes intentions dans leur lutte pour que les fonds d'aide soient mieux

dépensés mais qu'ils ne donnent pas suffisamment. Il appelle donc Washington à se montrer plus généreux dans l'aide au développement et les Européens à suivre le modèle états-unien une fois qu'il sera suffisamment financé. Ce faisant, il ignore, ou feint d'ignorer, l'outil de domination international qu'est le **Millenium Challenge Account**, base de l'aide au développement des États-Unis.

Pour d'autres commentateurs, cette tribune est l'occasion de demander au président Bush de changer d'attitude et de politique.

Le philosophe suisse, Tariq Ramadan demande à George W. Bush d'abandonner le concept de guerre des civilisations et de cesser d'essayer d'y entraîner l'Europe car les populations européennes n'en veulent pas.

La romancière autrichienne et Prix Nobel de littérature, Elfriede Jelinek, seule à ne pas avoir les honneurs d'une autre diffusion dans l'*International Herald Tribune*, demande avant tout à George W. Bush de ne plus faire de guerre lors de son second mandat s'il veut que les Européens se rapprochent des États-Unis. Elle rappelle que la diffusion de la liberté, que le président a mis en avant dans son discours d'investiture, ne peut pas passer par la guerre, au contraire cette politique ne peut conduire le pays qui la mène qu'à la catastrophe, comme le prouve la situation de l'armée états-unienne en Irak.

Toutefois, pour une moitié des participants à cet exercice éditorial, ce texte est l'occasion de proposer des changements de la politique européenne pour qu'elle se rapproche de celle de Washington.

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire slovaque *Tyzden*, Stefan Hrib, estime que Bush doit poursuivre sa politique et ne pas écouter des Européens qui n'avaient pas non plus compris la politique de Ronald Reagan. Washington doit poursuivre sa politique, les Européens finiront par la suivre.

Ce point de vue radical n'est cependant pas partagé par les autres analystes qui préconisent un certain nombre de mesures que les États-Unis peuvent prendre pour se rattacher les Européens.

L'ancien responsable de la communication de l'OTAN, l'analyste des questions internationales Guillaume Parmentier, demande à ce que les États-Unis réagissent à la proposition Gerhard Schröder de réforme des institutions associant États-Unis et Europe. Il faut proposer une réforme tout en restant fidèle aux traditions de l'OTAN. Il appelle à la création d'une commission rassemblant des hommes capables d'organiser une refonte qui ne change pas l'architecture de l'édifice : James Baker III, Alain Juppé, Douglas Hurd et Volker Rühle.

La rédactrice adjointe de *Die Zeit*, Constanze Stelzenmüller, appelle à ce que le président Bush demande l'instauration d'un siège européen au Conseil de sécurité de l'ONU en remplacement des sièges britannique et français. Cette demande officielle, qui pourrait passer comme favorable à l'intégration européenne, permettrait à la fois de mettre fin à la présence française au Conseil de sécurité et couperait l'herbe sous le pied de Schröder quand il demande une réforme des institutions internationales.

Le rédacteur adjoint du *Corriere della Sera*, Gianni Riotta demande à George W. Bush d'exiger dorénavant de ne parler qu'à une voix européenne unifiée et de faire de l'Union européenne la seule interlocutrice des États-Unis au lieu des États européens pris séparément. Il faudra que les Européens trouvent un consensus entre eux avant de s'exprimer sur les grands sujets.

Ces dernières tribunes, demandant que les États-Unis favorisent une intégration européenne qui leur serait bénéfique, trouve de nombreux échos dans le reste de la presse.

Dans *le Figaro*, Javier Solana fait l'apologie de la coopération entre l'Union européenne et les États-Unis. Il appelle la coopération atlantique à se renforcer afin de faire face aux grands problèmes mondiaux, au rang desquels il place principalement la question iranienne et le processus de paix israélo-palestinien, deux questions sur lesquelles il reprend les problématiques états-uniennes. Selon lui, la venue de Bush doit inciter les Européens à ne parler que d'une seule voix... manifestement, il s'agit de la voix atlantiste.

Helmut Schmidt dans *Die Zeit* se montre plus franc : Bush ne changera pas de politique et s'il se montre plus amical, ce n'est qu'une façade. Sa politique reste la même et il est venu mener une opération de relations publiques en Europe. Malgré tout, il recommande aux Européens d'accepter de s'associer aux États-Unis auxquels ils seraient liés par la philosophie des Lumières et « un héritage ethnique » (sic !). À condition que les États-Unis traitent l'Europe avec plus de respect. C'est donc sur la forme que le discours états-unien doit changer. Ce conseil semble avoir été suivi par l'inventeur des formules « nouvelle Europe » et « vieille Europe », Donald Rumsfeld. Le secrétaire états-unien à la Défense a profité de la venue de George W. Bush en Europe pour confier à *Project Syndicate* le soin de diffuser une grande déclaration de bons sentiments à propos de l'OTAN. Pour l'instant, ce texte n'a trouvé preneur que dans des quotidiens non-européens, tel le *Taipei Times*, mais comme de nombreux textes estampillé *Project Syndicate*, il devrait bientôt arriver dans les quotidiens européens n'étant pas trop pointilleux sur les question d'exclusivité. Le secrétaire à la Défense fait l'éloge des « valeurs communes » unissant les membres de l'OTAN et affirme que l'Europe et les États-Unis ont des « réponses communes » à apporter aux problèmes du monde. Bref, il gomme toute référence aux joutes verbales passées et appelle au rassemblement : la période n'est plus à l'affrontement, elle est à la reprise en main.

Cette stratégie est parfaitement expliquée par les démocrates Ivo H. Daalder et Charles A. Kupchan dans le *Los Angeles Times* : aujourd'hui, les États-Unis ont perdu les outils traditionnels de leur influence sur l'Europe, les puissances moyennes européenne, France en tête, veulent s'autonomiser de la tutelle de Washington. Aussi, favoriser une voix unique de l'Europe face aux États-Unis bénéficiera aux États dont les gouvernements sont atlantistes (majoritaire dans l'Union européenne même si les peuples ne les approuvent pas d'après les sondages) afin de museler la France et de lier la future politique étrangère commune à celle de Washington. Il est donc important de changer de ton et de militer pour l'unité de l'Europe, meilleure façon de reprendre le contrôle de l'Union européenne et de la faire agir conformément aux souhaits de Washington en Irak, en Iran et en Palestine.

Après l'Union européenne, George Bush se rendra à Bratislava pour rencontrer Vladimir Poutine. Ce sommet a lieu en pleine période de *containment* de la Russie et alors que Moscou est redevenu un acteur de premier plan au Proche-Orient grâce à son partenariat avec Damas et Téhéran.

À cette occasion, George W. Bush se montre très rassurant et amical dans une interview accordée aux *Izvestia*. Rappelant l'alliance entre l'URSS et les États-Unis lors de la Seconde Guerre mondiale, il estime que malgré les divergences, Washington et Moscou doivent s'allier contre un ennemi commun : le



terrorisme. Il rappelle également que maintenant que les démocrates ont perdu l'élection présidentielle, « Vladimir » a moins à s'inquiéter de l'action états-unienne.

Pourtant, c'est sous une administration républicaine que la politique de *containment* a été redéfinie par James Baker et c'est sous le premier mandat Bush qu'ont été mis en place les « révolutions » colorées en Géorgie et en Ukraine. Derrière ces actions, on trouve une organisation que nos lecteurs connaissent bien, la **National Endowment for Democracy (NED)**, administrée selon un principe bipartisan. Aussi, bien que les démocrates, derrière Brzezinski et Albright, aient manifesté une plus grande volonté d'en découdre avec la Russie, la victoire de George W. Bush en novembre 2004, n'altère en rien la politique de Washington en ce domaine. Michael McFaul, membre de la NED et signataire de **l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine** veut toutefois se montrer rassurant auprès des Russes dans le *Moscow Times*. Il affirme que la Russie ne doit pas se méprendre sur l'identité de ses ennemis : les groupes qui dénoncent l'autoritarisme de Vladimir Poutine veulent majoritairement une Russie forte avec qui constituer un vrai partenariat, mais ils veulent aussi que la Russie soit démocratique.

« Amitié », « dialogue », « partenariat entre pays forts », des mots aussi bien utilisés pour l'Union européenne que pour la Russie.

**Réseau Voltaire**

## Robert Skidelsky



### « Dollar voyou »

Source : International Herald Tribune  
, New York Times

Référence : « Rogue Dollar », par Robert Skidelsky, *New York Times*, 20 février 2005.  
« What Europe wants from Bush », *International Herald Tribune*, 21 février 2005.

**George W. Bush** ferait un grand plaisir aux Européens en acceptant de discuter du dollar. Les États-Unis sont en effet le seul grand pays au monde à affirmer ne pas se soucier de la valeur de leur monnaie. La situation ne peut pas durer, et le taux de change est une question trop importante pour être laissée aux forces du marché, sans quoi on arriverait à une guerre des monnaies comme dans les années 30.

L'unilatéralisme est aussi inacceptable en matière monétaire sur les questions de politique étrangère.

## Bono



Bono est le chanteur du groupe U2. Il est militant de la lutte contre le SIDA et pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde. Il a fondé l'association DATA (*Debt, AIDS, Trade in Africa*).

### « Donner un peu »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Give a Little », par Bono, *New York Times*, 20 février 2005.

« What Europe wants from Bush », *International Herald Tribune*, 21 février 2005.

Si les États-Unis et l'Europe veulent réparer leur relation, ils doivent se tourner vers l'Afrique.

Les États-Unis et l'Europe doivent s'investir pour aider ce continent, pour l'empêcher de s'effondrer, ce qui alimenterait la violence. **George W. Bush** doit notamment préciser ses positions dans ce domaine. Les Américains sont d'authentiques dévots, mais ils donnent moins d'argent que les Européens, beaucoup plus laïcs, bien que la charité soit un commandement de la Bible. Les Européens perçoivent donc les États-Unis comme des hypocrites.

Bush doit clarifier sa position, rappeler que les États-Unis ont donné plus de médicaments contre le SIDA que toutes les autres nations et que leur système de dons est fondé sur l'assurance que l'argent est bien dépensé. Cette approche n'est pas comprise en Europe et pour qu'elle soit mieux acceptée, il faut que le principe de responsabilité défendu par les États-Unis s'accompagne de dons bien plus importants. Les Européens suivront alors cette démarche.

## Tariq Ramadan



Tariq Ramadan est professeur de philosophie et d'islamologie à Fribourg et à Genève.

### « Écoutez »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Listen Up », *New York Times*, 20 février 2005.

« What Europe wants from Bush », *International Herald Tribune*, 21 février 2005.

W. Bush doit écouter la population européenne. Pour les Européens, son action a durement terni l'image de l'Amérique. Les dirigeants européens ne peuvent plus s'aligner sur ses positions sous la bannière de la guerre au terrorisme ou de la sécurité de l'occident.

Bush doit déterminer le type de monde qu'il veut avec l'Europe et abandonner les fantasmes qu'il considère comme nos ennemis communs.

## Elfriede Jelinek



Romancière autrichienne, Elfriede Jelinek a obtenu le Prix Nobel de littérature 2004.

### « Pas de nouvelles guerres »

Source : New York Times

Référence : « No New Wars », par Elfriede Jelinek, *New York Times*, 20 février 2005.

George W. Bush a besoin de l'Europe, même lui le sait aujourd'hui. Il a commencé une guerre au mépris du droit international sans faire attention aux Européens et il a divisé l'Europe entre la "nouvelle Europe" (la gentille) et la "Vieille Europe" (la méchante). Aujourd'hui, il essaye de convaincre l'Europe qu'il ne planifie pas une nouvelle guerre (par exemple contre la Syrie et l'Iran) et affirme en même temps tenir en grande estime l'opinion européenne. La liberté qu'il entend diffuser dans le monde ne peut pas se faire sans les Européens, mais il doit d'abord les convaincre qu'il ne planifie pas une nouvelle guerre. Après tout, son armée éprouve déjà les pires difficultés à pacifier l'Irak.

## Stefan Hrib

Stefan Hrib est le rédacteur en chef de l'hebdomadaire slovaque *Tyzden*.

### « Soyez vous-mêmes »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Be True », par Stefan Hrib, *New York Times*, 20 février 2005.

« What Europe wants from Bush », *International Herald Tribune*, 21 février 2005.

Je suis né à Bratislava où on nous apprenait que **Ronald Reagan** était un serviteur du complexe militaro-industriel et un partisan de la guerre. Paradoxalement, cette opinion était répendue des deux côtés du rideau de fer en Europe et beaucoup de dirigeants européens voulaient que Reagan change de politique, abandonne son rêve d'hégémonie états-unienne et traite l'Europe comme un partenaire égal. Il n'en a rien fait et aujourd'hui, grâce à cela, notre vie a changé.

Aujourd'hui, on parle de Bush comme on parlait de Reagan et je lui demande de rester fidèle à ses convictions.

## Guillaume Parmentier



Guillaume Parmentier fut directeur adjoint de l'information à l'OTAN (1990-94), puis conseiller du ministre français de la Défense, Charles Millon (1995-97). De 1997 à 1999, il met en place une structure qui donne naissance au Centre Français sur les États-Unis (CFE), qu'il dirige aujourd'hui à l'Institut français des Relations Internationales (IFRI), et au Center on the US and France (CUSF), que Philip H. Gordon dirige à la Brookings Institution

### « L'OTAN pour tous »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « NATO for Everyone », par Guillaume Parmentier, *New York Times*, 20 février 2005.

« What Europe wants from Bush », *International Herald Tribune*, 21 février 2005.

**Gerhard Schröder** a récemment déclaré qu'il souhaitait une réforme de l'OTAN, c'est une déclaration importante qui a été trop peu commentée.

**Bush** y a répondu en demandant à ce que soit formé un collectif d'anciens hommes d'État chargé de réfléchir à la question, ce qui entraînera sans nul doute à une formule respectueuse des traditions. On pourrait trouver dans cette commission **James Baker III**, **Alain Juppé**, **Douglas Hurd** et **Volker Rühle**.

## Constanze Stelzenmüller

### « Un siège à l'ONU pour l'Europe »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « A U.N. Seat for Europe », par Constanze Stelzenmüller, *New York Times*, 20 février 2005.

« What Europe wants from Bush », *International Herald Tribune*, 21 février 2005.

Le geste le plus important que pourrait faire **George W. Bush** dans sa visite en Europe serait de demander au Conseil de sécurité de l'ONU un siège permanent européen. Si vous demandiez cela, M. le président, vous seriez alors plus Européen que les Européens (la France et la Grande Bretagne ayant toujours refusé de faire cette proposition et c'est ce qui pousse les Allemands à vouloir leur siège) et plus pro-ONU que les Européens.

Autre point, **Gerhard Schröder** a appelé à une réforme de l'OTAN et des institutions collectives dernièrement. Si vous appelez à un siège européen au Conseil de sécurité, vous le prendrez au mot.

## Gianni Riotta



### « Tous pour un »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « All for One », par Gianni Riotta, *New York Times*, 20 février 2005.

« What Europe wants from Bush », *International Herald Tribune*, 21 février 2005.

Voilà ce que **George W. Bush** devrait dire en arrivant à Bruxelles :

« Chers amis européens, désormais mon administration ne traitera plus vos pays un par un mais comme un ensemble. L'Europe veut être une superpuissance ? Aussi je vous traiterai comme une superpuissance. Sur chaque question, vous devrez trouver un consensus entre vous et ensuite vous pourrez discuter avec les États-Unis ».

## Javier Solana



Ancien ministre socialiste espagnol des Affaires étrangères (1992-1995) et ancien secrétaire général de l'OTAN (1995-1999), Javier Solana est le haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

### « Un partenariat pour agir »

Source : Le Figaro

Référence : « Un partenariat pour agir », par Javier Solana, *Le Figaro*, 21 février 2005.

Je vois une double signification dans la visite du président **George W. Bush** à Bruxelles : la reconnaissance par l'Amérique de la valeur ajoutée de l'Union européenne dans la construction d'un monde meilleur ; le souhait légitime de l'Amérique d'investir davantage dans le partenariat avec l'Union européenne. Les Européens doivent donc saisir cette occasion de convaincre les derniers sceptiques qu'une Europe unie et plus forte constitue le meilleur autre partenaire global possible pour les États-Unis. Nous devons apprendre à surmonter les différends qui opposent parfois les deux côtés de l'Atlantique afin de travailler davantage ensemble aux problèmes du monde.

Ce travail est déjà engagé et nous avons obtenu des résultats dans la lutte contre le terrorisme, même si on parle trop peu de ces progrès. Récemment et de manière plus visible, Européens et Américains ont aussi œuvré ensemble au succès des élections en Irak. Avec les États-Unis, l'Europe veut et peut aider au succès des prochaines étapes attendues du processus politique irakien. Dans d'autres régions du monde, les vertus d'un partenariat transatlantique équilibré et déterminé à réussir ont également fait leurs preuves, en Afghanistan ou dans les Balkans par exemple. L'enseignement est désormais clair pour chacun : en travaillant dans la même direction, les États-Unis et l'Europe sont capables des meilleures réalisations. La tâche qui nous attend ici et maintenant, c'est de définir une base d'action commune pour relever le plus grand nombre possible de défis, y compris les plus difficiles. J'en compte deux principalement : l'Iran et le processus de paix au Proche-Orient.

Concernant l'Iran, Européens et Américains souhaitent voir un pays démocratique, gouverné de manière responsable, prêt à s'intégrer à la communauté internationale et ne disposant pas de l'arme nucléaire. Nous Européens, pensons qu'une approche diplomatique est la meilleure solution, il faut que nous nous concertions pour parvenir à maximiser les chances de succès.

Dans le processus de paix au Proche-Orient, Américains et Européens, nous sommes décidés à mettre à profit la fenêtre d'opportunités nouvelles qui s'ouvre avec l'élection de **Mahmoud Abbas** et la signature d'un cessez-le-feu. L'espoir enfin d'une paix durable dans cette région du monde mérite qu'on lui sacrifie tous les efforts. Ensemble, les responsables palestiniens et israéliens doivent l'assumer et prendre des décisions courageuses pour leur peuple. Nous devons travailler ensemble afin de gommer les difficultés. Il faut porter notre effort sur le volet sécuritaire, mais aussi sur le volet économique et social pour enrayer la catastrophe humaine qui menace de laisser les Territoires palestiniens aux mains des seuls extrémistes. Il faut relancer la « **feuille de route** » et donner aux différentes parties des perspectives politiques.

Bien sûr, d'autres questions figurent à l'ordre du jour de l'agenda transatlantique. La Syrie et le Liban, l'Afghanistan, la Chine, la Russie, l'Ukraine, le réchauffement de la planète et le protocole de Kyoto, la réforme des Nations unies, le traité de non-prolifération, le cycle commercial de Doha : autant de questions qui exigent des Américains et des Européens de bâtir une approche commune et de consolider un vrai partenariat pour agir.

## Helmut Schmidt



Ancien chancelier social-démocrate allemand (1974-1982), Helmut Schmidt est rédacteur en chef adjoint et éditorialiste de *Die Zeit*.

### « Une question de dignité »

Source : Die Zeit

Référence : « Eine Frage der Würde », par Helmut Schmidt, *Die Zeit*, 21 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le voyage en Europe de la **ministre des affaires étrangères américaine** rappelait le conte du loup et des sept agneaux dans lequel le loup mange de la craie pour éclaircir sa voix et avoir un ton plus amical mais sans aucun succès. Le président, lors de sa visite en Europe, va aussi faire usage de tous ses charmes méridionaux pour promouvoir " une nouvelle étape des relations transatlantiques ". Cela signifie-t-il modification fondamentale de la politique extérieure américaine ? **Bush junior** est-il devenu un autre depuis sa convaincante réélection ? Vraisemblablement non.

Il louera à plusieurs reprises la liberté, la démocratie et le droit ; Mais il n'évoquera pas Guantanamo, ni sa " **stratégie de sécurité nationale** " du 17 Septembre 2002 et sa volonté documentée, en passant outre l'interdiction de l'ONU, de mener des guerres préventives et d'affirmer l'hégémonie militaire des États-Unis. Le président sera peu disert sur ces principes qu'il applique, qu'il pense légitimes et soufflés à son oreille par Dieu. Qu'y a-t-il de nouveau à part la façon de parler ?

Derrière cette offensive de charme américaine se cache un appel à l'aide : sans

l'appui diplomatique de l'Europe et sans un apport de main d'œuvre venant des alliés " volontaires " européens, un départ des troupes américaines d'Irak sera difficile. Ce pays est devenu le plus grand champ d'actions pour les terroristes islamistes de nombreux pays. La normalisation en Irak est aussi dans l'intérêt des Européens mais ces derniers savent que la démocratie au sens occidental n'existe presque nulle part dans le monde arabe, d'où leur scepticisme vis à vis de la démocratisation au Moyen-orient.

Il est d'un intérêt vital pour les Européens d'éviter le clash des civilisations entre l'Occident et l'Islam prédit par **Samuel Huntington**. Les États-Unis seraient bien moins exposés à la souffrance commune et l'on ne doit pas attendre de leur part beaucoup d'égards pour les conséquences politiques, religieuses et culturelles de leurs actes. Leur rapport à l'OTAN n'est pas clair, lorsque le pacte nord-atlantique a été conclu, c'était face à la menace soviétique. Il n'est pas cynique de dire que les membres d'un pacte militaire sont à la recherche d'un nouvel ennemi. Ce pacte n'a jamais eu pour objectif d'étendre la liberté et la démocratie à l'intérieur de frontières géographiques définies. Il n'oblige pas non-plus les pays signataires à la participation.

Les visites de chefs d'États à l'étranger servent, pour moitié, leur image auprès des téléspectateurs de leur pays. Reste à espérer qu'en dehors de la pompe, quelques discussions franches auront lieu à huis clos lors de sa visite. Malgré les divergences petites ou grandes, les nations américaines et européennes sont plus proches que de nombreux autres peuples ou États. Nous sommes liés par les Lumières et l'héritage ethnique. Les téléspectateurs américains doivent pouvoir le comprendre à l'issue de cette visite. Il faut comprendre, par la même occasion : nous les Européens, ne voulons pas être des vassaux, nous voulons conserver notre dignité.

## Donald Rumsfeld



Membre des administrations Nixon, Ford et Reagan, Donald Rumsfeld est l'architecte de la grandeur militaire des États-unis. Il est secrétaire à la Défense de l'administration George W. Bush.  
Voir notre dossier spécial à son sujet.

### « Une alliance essentielle et durable »

Source : Taipei Times

Référence : « A vital and enduring alliance », par Donald H. Rumsfeld, *Taipei Times*, 21 février 2005.

Ces dernières années, de nombreux experts ont affirmé que l'OTAN avait perdu de son importance. Ce type de déclaration n'est pas nouveau, mais pour moi il est évident que le partenariat atlantique est toujours aussi essentiel.

Voyez le rôle historique joué par les États-Unis et l'Europe ces dernières années : l'OTAN a sept nouveaux membres, en Afghanistan, pour la première fois, huit millions d'électeurs ont pu choisir leur dirigeant démocratiquement, l'Autorité palestinienne a un nouveau président élu offrant un nouvel espoir, l'Ukraine a démontré son attachement à des élections justes et les Irakiens ont pu voter, rejetant ainsi l'idéologie des extrémistes. Nous avons vu des différends concernant l'Irak mais ce type de désaccord nous est également arrivé pendant la Guerre froide et nous avons toujours réussi à les surmonter car nous partageons des valeurs communes et une foi en la démocratie. Aujourd'hui, nous avons également un ennemi commun, le terrorisme, contre lequel nous

menons un combat commun. Nous luttons également contre la prolifération. Nous avons plus qu'une histoire commune, nous avons des valeurs communes, des réalisations communes et des réponses communes à apporter aux problèmes mondiaux.

## Ivo H. Daalder, Charles A. Kupchan

Ivo H. Daalder est chercheur à la Brookings Institution et ancien responsable des questions européennes au National Security Council (1995-1996).



Ancien fonctionnaire du département d'État puis responsable des Affaires européennes au National Security Council sous le premier mandat de Bill Clinton, Charles A. Kupchan est professeur de relations internationales à l'université de Georgetown et membre du Council on Foreign Relations.

### « Dobeulyou se fait l'Europe »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Dubya Does Europe », par Ivo H. Daalder et Charles A. Kupchan, *Los Angeles Times*, 20 février 2005.

La visite de **George W. Bush** en Europe cette semaine est la dernière chance pour les démocraties atlantiques de rebâtir un partenariat mis à mal. Mais pour cela, Bush ne doit pas utiliser les vieilles recettes, car elles étaient fondées sur des réalités qui ont disparu avec la Guerre froide.

L'Europe d'aujourd'hui ne dépend plus des États-Unis pour sa sécurité. L'Union européenne a changé et a aujourd'hui un traité constitutionnel qui, une fois adopté, donnera à cette institution un ministre des Affaires étrangères unique et un corps diplomatique autonome. En outre, aujourd'hui, après la Guerre d'Irak, même en Europe centrale, les défenseurs des liens atlantiques sont sur la défensive. Aujourd'hui, la " coalition des volontaires " est en déliquescence et l'Europe s'affirme diplomatiquement dans le dossier iranien, dans la résolution de la crise en Ukraine et dans les Balkans.

Pour forger une nouvelle relation transatlantique, il faut que Bush voie l'Union européenne comme une entité unique et accepte de lui donner plus de poids. C'est pourquoi Bush a eu raison d'atterrir à Bruxelles. Il faut que l'Union européenne parle d'une seule voix car cela va permettre de renforcer les États pro-atlantiques au détriment d'une conception française de l'Europe qui orienterait sa puissance contre les États-Unis.

Il faut donner plus de poids aux Européens en Irak, pousser l'Europe à faire davantage pression sur l'Iran et demander à l'Union européenne d'aider à la réforme des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne.



## George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

## « Nous n'avons pas besoin d'un nouveau départ dans nos relations avec Vladimir - nous sommes amis, c'est ce qui est important »

Source : Izvestia

Référence : « ..... », par Georges W. Bush, *Izvestia*, 21 Février 2005. Ce texte est adapté d'un interview.

Il est aussi important que nos échanges soient bons, que nous puissions bien comprendre les processus décisionnels. Vladimir prend beaucoup de décisions et moi aussi. Pendant ce sommet j'ai envie de lui demander pourquoi il agit d'une certaine façon et je suppose qu'il aimerait me poser les mêmes questions. Nous disposons des bases pour de bonnes relations stratégiques ; elles peuvent être activées. La campagne électorale est terminée chez nous et la vie sociale américaine, que ce soit en politique intérieure ou extérieure, semble s'apaiser en ce moment. Pendant un certain temps, les gens ne savaient pas qui allait être le nouveau président. Heureusement, c'est moi.

Je suis invité à Moscou pour l'anniversaire de la victoire de la Deuxième Guerre mondiale et je m'y rendrai sans faute. Je tiens à dire aux vétérans " merci pour votre sacrifice ! ". Ce fut une belle leçon d'héroïsme. La situation actuelle sur la planète exige aussi de tels sacrifices dans des sphères diverses. Nous avons avant tout besoin de répression pour assurer la paix. Je me prépare à cette tâche et j'ai de grands espoirs. Au moment de la Deuxième Guerre mondiale, nous étions alliés, aujourd'hui nous avons des ennemis communs. Nous allons en parler avec Vladimir, il connaît cet adversaire commun, il sait qu'il faut de la fermeté, de la volonté et de la force. Je pense que le meilleur moyen de combattre cet ennemi, c'est de propager la liberté et la paix sur la planète. Il s'agit de combattre une idéologie de la haine et votre remarquable peuple le comprend très bien. L'ennemi a frappé en Russie comme chez nous, à Beslan et dans ce théâtre, nous avons été les témoins d'un déchaînement de cruauté sans borne. Nous avons la conscience commune d'un devoir de combattre ensemble le terrorisme.

## Michael Mac Faul

Michael Mac Faul est membre de la Carnegie Endowment for International Peace, de la Hoover Institution et de la National Endowment for Democracy.

### « Trouver les vrais amis et les vrais ennemis de la Russie »

Source : Moscow Times

Référence : « Finding Russia's True Friends and Foes », par Michael McFaul, *Moscow Times*, 18 février 2005.

Dans le débat autour de la rencontre entre **George W. Bush** et **Vladimir Poutine** depuis la réélection du premier, le thème central a été à nouveau l'identité des amis et des ennemis de la Russie. Ce débat est un héritage de la Guerre froide mais aussi une façon de réifier la relation Est-Ouest et éviter les discussions sur le caractère de plus en plus autoritaire de la Russie. Il faut sortir de cette façon de voir.

Le paradigme hégémonique dans cette discussion divise les responsables et les commentateurs en deux camps. Le premier est défini comme le camp des réalistes, qui estiment que l'on peut discuter avec la Russie quel que soit son régime et qu'il ne faut tenir compte que de la puissance de cet État. Les réalistes sont vus comme des amis de la Russie car ils sont prêts à coopérer avec Moscou sur la guerre au terrorisme et la non-prolifération et ne s'intéressent pas aux Droits de l'homme ou à la Tchétchénie. Ce camp regroupe les élites diplomatiques russes et les Républicains. L'autre camp est composé des idéalistes ou libéraux wilsoniens qui envisagent les relations entre États comme des relations entre régimes. Ceux-là pensent que les démocraties ne se font pas la guerre et qu'il faut faire la promotion de ce régime. Ces libéraux wilsoniens ou ces néo-conservateurs reaganien sont perçus comme des ennemis de la Russie. A Washington, on considère qu'ils regroupent traditionnellement les démocrates et quelques rares membres des élites diplomatiques russes.

Il y a du vrai dans cette division mais en réalité, il n'y a pas deux groupes, il y en a quatre. Parmi les réalistes, il y a ceux qui veulent une coopération à tout prix et se moquent du régime en Russie, et ceux qui se méfient des intentions réelles de l'autre camp et n'ont donc pas une grande soif de coopération. Ce dernier type de réalisme consiste à vouloir figer l'asymétrie de puissance entre les États-Unis et la fédération de Russie. En Russie, ce type de réalistes veulent affaiblir les États-Unis. Parmi les idéalistes, certains partagent les buts des seconds réalistes et utilisent les Droits de l'homme pour isoler la Russie. Enfin, il y a les libéraux, qui comme moi veulent une Russie forte, qui soit un vrai partenaire, mais également une démocratie. Nous ne sommes pas les ennemis de la Russie, les vrais ennemis sont ceux qui utilisent le pragmatisme pour soutenir l'autoritarisme et le désengagement.